

dossier n° DP 010 003 24 A0013

Commune de Aix-Villemaur-Palis

date de dépôt : 15 février 2024

demandeur : CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L'AUBE, représenté par Monsieur PICHÉRY Philippe

pour : la mise en accessibilité du collège d'Aix-en-Othe qui comprend la construction ou modification de rampes, d'un ascenseur et d'un élévateur PMR. D'autres petites opérations ponctuelles seront réalisées, comme l'installation de bande podotactile, de mains courantes, etc... rendre l'établissement conforme aux normes en vigueur.

adresse terrain : 8 rue de Neresheim - Aix-en-Othe, à Aix-Villemaur-Palis (10160)

ARRÊTÉ

de non-opposition à une déclaration préalable
au nom de la commune de Aix-Villemaur-Palis

Le maire de Aix-Villemaur-Palis,

Vu la déclaration préalable présentée le 15 février 2024 par CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L'AUBE, représenté par Monsieur PICHÉRY Philippe demeurant 2 rue Pierre Labonde, Troyes (10000) ;

Vu l'objet de la déclaration :

- pour la mise en accessibilité du collège d'Aix-en-Othe qui comprend la construction ou modification de rampes, d'un ascenseur et d'un élévateur PMR. D'autres petites opérations ponctuelles seront réalisées, comme l'installation de bande podotactile, de mains courantes, etc... rendre l'établissement conforme aux normes en vigueur. ;
- sur un terrain situé 8 rue de Neresheim - Aix-en-Othe, à Aix-Villemaur-Palis (10160) ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu le plan local d'urbanisme approuvé le 31/05/2007, modifié et révisé le 17/11/2011 ;

Vu l'avis favorable de l'Architecte des Bâtiments de France en date du 22/02/2024 ;

Considérant l'article R.425-1 du code de l'urbanisme qui dispose que lorsque le projet est situé dans les abords des monuments historiques, le permis de construire, le permis d'aménager, le permis de démolir ou la décision prise sur la déclaration préalable tient lieu de l'autorisation prévue à l'article L.621-32 du code du patrimoine si l'architecte des Bâtiments de France a donné son accord, le cas échéant assorti de prescriptions motivées ;

Considérant que le projet se situe dans le périmètre délimité des abords de la Chapelle St Avit, classée monument historique ;

Considérant que le projet n'appelle aucune prescription au titre de l'Architecture et du Patrimoine ;

ARRÊTE

Article 1

Il n'est pas fait opposition à la déclaration préalable.

Fait à Aix-Villemaur-Palis, le 28 MARS 2024

Le Maire

Séverine DELBERT BROQUET



La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent dans le délai de deux mois à compter de la date de sa notification. Ce recours peut être effectué au moyen de l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Durée de validité de la déclaration préalable :

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, et en application du décret n°2016-6 du 05 janvier 2016, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de 3 an(s) à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité de la déclaration préalable est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

Conformément aux articles R.424-21 et R.424-22, l'autorisation peut être prorogée deux fois pour une durée d'un an, sur demande de son bénéficiaire si les prescriptions d'urbanisme et les servitudes administratives de tous ordres auxquelles est soumis le projet n'ont pas évolué de façon défavorable à son égard. Dans ce cas la demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire du permis / de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir :

- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.